

Informations économiques d'Afrique de l'Ouest anglophone

Semaine 13, du 25 au 31 mars 2019

- Régional : Lagos et Kumasi sélectionnées pour participer à un réseau de « *smart cities* » africain lancé par l'Agence française de développement (AFD) ;
- Nigéria : La Banque centrale du Nigéria (CBN) abaisse son taux directeur de 50 pdb à 13,5% ; l'Assemblée nationale ratifie la proposition de loi d'un salaire minimum de 30 000 NGN ; lancement d'un régime de retraite pour les travailleurs indépendants du secteur informel ; une délégation française menée par l'ADEPTA était présente à la 5^{ème} édition d'Agrofood ;
- Ghana : La centrale électrique de Takoradi n'a fonctionné que six mois en 6 ans ; Ghana Water Company Ltd (GWCL) à la recherche de financement pour la 2nd phase du projet d'approvisionnement en eau de Kpong ; cinq accords de partenariats signés avec Malte ;
- Libéria : le Fonds international de développement agricole (FIDA) accorde 24 M USD pour le développement du secteur arboricole au Liberia.

Régional

Lagos et Kumasi sélectionnées pour participer à un réseau de « *smart cities* » africain lancé par l'Agence française de développement (AFD).

[Les villes nigériane et ghanéenne font partie des 12 villes sélectionnées par l'AFD pour former un réseau africain de « *smart cities* ».](#) Les villes, qui ont été choisies au cours d'un appel à concurrence lancé à l'échelle du continent, sont : Alger (Algérie), Bamako (Mali), Ben Guerir (Maroc), Bizerte (Tunisie), Kampala (Ouganda), Kigali (Rwanda), Kumasi (Ghana), Lagos (Nigeria), Maputo-Matola (Mozambique), Niamey (Niger), Nouakchott (Mauritanie) et Sèmè-Kpodji (Benin). Ce projet vise à favoriser les échanges et la coopération, notamment grâce aux technologies de l'information et de la communication (TIC). Les activités de coopération entre les villes devraient démarrer au troisième trimestre 2019 et s'étaler sur 3 ans. Le projet est basé sur le modèle du programme européen d'échanges pour un développement urbain durable (URBACT) initié depuis 2002, qui regroupent 550 villes et 7 000 participants locaux dans les 28 Etats membres de l'Union européenne ainsi que la Suisse et la Norvège.

Nigéria

La Banque centrale du Nigéria (CBN) abaisse son taux directeur de 50 pdb à 13,5%.

[Le Comité de politique monétaire de la CBN a décidé mardi 26 mars d'abaisser son taux directeur de 50 pdb à 13,5%.](#) Ce changement dans la politique monétaire est le premier depuis juillet 2016 où le taux directeur avait été relevé de 200 pdb à 14%. Les réserves obligatoires des banques restent à 22,5%, le ratio de liquidité à 30% et le corridor autour du taux directeur à +200/-500 pdb. Le gouverneur de la CBN, Godwin Emefiele, a justifié « le besoin de signaler une nouvelle direction pro-croissance » au vu de la relative stabilité actuelle du taux de change et du niveau des prix. Selon lui, la baisse du taux directeur de la CBN doit permettre de stimuler le crédit au secteur privé et ainsi atteindre une croissance du PIB de 2,3% en 2019, comme prévue par la Banque centrale. Pour information, l'inflation s'est stabilisée à 11,3% en février, alors qu'elle atteignait encore 14,3% un an plus tôt, restant cependant toujours en dehors de la cible de la CBN (6-9%) et le taux de change s'est établi 357 NGN/USD fin mars contre 360 NGN/USD un an auparavant.

L'Assemblée nationale ratifie la proposition de loi d'un salaire minimum de 30 000 NGN.

[Le Sénat a adopté le projet de loi d'un salaire minimum de 30 000 NGN \(74 EUR\) pour les fonctionnaires,](#) contre 18 000 NGN jusqu'alors et 27 000 NGN proposés initialement par l'exécutif. Ce vote intervient un peu moins d'un mois après celui de la Chambre des représentants, fin janvier dernier. La loi adoptée par l'Assemblée nationale (Sénat et Chambre des représentants) prévoit également une hausse de 5 000 NGN à 75 000 NGN de l'amende aux entreprises qui ne tiennent pas le registre de leurs employés. Les membres du Parlement ont appelé l'exécutif à implanter rapidement cette mesure et présenter au pouvoir législatif le montant requis pour sa mise en application afin de l'intégrer au Budget 2019. Pour rappel, la Banque mondiale estime que plus de la moitié de la population nigériane vit sous le seuil de

pauvreté absolue (1,90 USD/jour) et le taux de chômage était de 23% au Q3 2018, en hausse de 4 points de pourcentage en glissement annuel, selon le Bureau nigérian des statistiques.

Lancement d'un régime de retraite pour les travailleurs indépendants du secteur informel.

[Initiative de la *National Pension Commission \(PenCom\)*, organisme en charge de la régulation et de la supervision des fonds de pension du Nigéria, le *Micro Pension Plan \(MPP\)* a été lancé officiellement en présence du Président Buhari le 28 mars](#). Il vise à proposer un régime de retraite aux travailleurs indépendants du secteur informel et aux employés d'organisations comptant des effectifs inférieurs à trois. Au total, entre 70 et 80 millions d'individus sont visés par le MPP, avec un objectif affiché par la PenCom de 30 millions couverts d'ici 2024. Les bénéficiaires pourront retirer 40% du montant épargné 3 mois après le dépôt initial alors que les 60% restants ne seront accessibles qu'à partir de l'âge de 50 ans. Le MPP vient compléter le *Contributory Pension Scheme* qui couvre actuellement 8,4 millions de salariés (fonction publique et entreprises de plus de trois salariés). Près des trois quarts des actifs des fonds de pension nigériens (6 600 Mds NGN, 18,5 Mds USD) sont aujourd'hui investis dans des titres d'Etat et des projets d'infrastructure.

Une délégation française menée par l'ADEPTA était présente à la 5^{ème} édition d'Agrofood.

Du 26 au 28 mars s'est tenue à Lagos la 5^{ème} édition du salon Agrofood & Plastprintpack Nigeria avec plus de 120 exposants et 24 pays représentés. [La France, partenaire historique de l'événement au Nigeria, était représentée par une délégation d'une dizaine d'entreprises d'équipements agricoles et de l'industrie agroalimentaire](#), menée par l'Association pour le développement des échanges internationaux de produits et techniques agroalimentaire (ADEPTA). En marge du salon, étaient également programmés des rendez-vous d'affaire, en relation avec son homologue nigérian, la *Nigeria Agribusiness Group*, ainsi qu'une réception donnée à la résidence du Conseiller économique de l'ambassade de France à Lagos. Pour rappel, selon le Bureau nigérian des statistiques, le secteur de l'agriculture a contribué à 25% du PIB réel en 2018.

Ghana

La centrale électrique de Takoradi n'a fonctionné que six mois en 6 ans.

Au plus fort de la crise d'approvisionnement en électricité au début de la décennie, les autorités ghanéennes avaient décidé de construire une centrale thermique en cycle combiné à Takoradi sur la côte ouest du pays, financée pour un montant de 280 M USD par la coopération canadienne. [D'une capacité de 132 MW elle avait été inaugurée en avril 2013 et fonctionné durant six mois, après quoi, à la suite de problèmes techniques elle n'a plus jamais été opérationnelle](#). L'explication officielle est un conflit entre le fournisseur et la *Volta River Authority*, l'opérateur local de production, au sujet d'un combustible défectueux utilisé par la VRA. Les critiques aujourd'hui fusaient sur ces négligences ayant entraîné l'arrêt du fonctionnement de la centrale durant six ans avec peu de chance d'un redémarrage compte tenu de l'usure irrémédiable d'une grande partie des équipements de l'unité.

Ghana Water Company Ltd (GWCL) à la recherche de financement pour la 2nd phase du projet d'approvisionnement en eau de Kpong.

[GWCL est actuellement en négociation avec l'*Exim Bank of China* pour la réalisation de la 2nd phase du projet d'unité d'approvisionnement en eau d'une partie de la ville d'Accra](#), situé à Kpong (70 km de la capitale). La première phase du projet, débutée en 2010, avait coûté 273 M USD, financée par un emprunt de 260 M USD de l'Etat ghanéen à l'*Exim Bank of China*, et inaugurée en décembre 2014. Selon le Directeur général de GWCL, 373 M USD seraient nécessaires lors de la 2nd phase pour doubler la capacité de 180 M à 360 M de litres par jour, afin de faire face à la forte augmentation de la demande de l'ouest d'Accra. Le projet comprendrait la fourniture de 4 nouvelles pompes, de nouvelles lignes de distribution et la rénovation des lignes existantes. L'*Exim Bank of China* serait prête à financer 85% du montant total pour autant que l'Etat ghanéen prenne en charge le solde, ce qui aujourd'hui, ne semble pas à l'ordre du jour.

Cinq accords de partenariats signés avec Malte.

[A l'occasion de la récente visite du Président ghanéen à Malte](#), faisant suite à celle de son homologue maltaise à Accra en 2017, cinq accords de partenariats bilatéraux ont été signés. Ils portent sur les services de santé, la lutte contre l'évasion fiscale, la non-double imposition, le tourisme et les services aériens. Air Malta devrait ainsi débiter prochainement des vols directs à destination d'Accra.

Libéria

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) accorde 24 M USD pour le développement du secteur arboricole au Liberia.

Le programme, appelé Projet d'élargissement de l'arboriculture – phase II, d'un montant total de 47,6 M USD, sera financé par le FIDA par un prêt et un don de 11,9 M USD chacun. Il bénéficiera également d'un cofinancement par le

secteur privé pour 3,4 M USD, l'Etat libérien pour 2,5 M USD et par les bénéficiaires eux-mêmes pour 1,8 M USD. Le projet vise à atteindre 10 000 producteurs de cacao dans le comté de Lofa, qui abrite 30 % de la main-d'œuvre totale active dans la production cacaoyère. [Le projet aura pour objectifs de soutenir la remise en état des plantations existantes et la création de nouvelles, l'amélioration des techniques post-récolte, mais aussi l'amélioration de l'accès aux marchés.](#) La phase I de ce programme, d'un coût total de 30,6 M USD, s'était vu accorder 9,06 M USD du FIDA en 2015. Pour rappel, le FIDA a financé sept programmes et projets de développement rural au Libéria, pour un coût total de 164,9 M USD. D'après les données de l'Organisation internationale du cacao, le Libéria est le 9^e producteur africain de cacao avec environ 12 000 tonnes de fèves en 2017/2018.

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

 [@FR Eco Nigeria](#)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.
